

Garamba : un espoir pour les rhinos

Si le pessimisme s'imposait pour la survie des derniers rhinocéros blancs du Nord sauvages (*Ceratotherium simum cottoni*), dans le parc national de la Garamba (République démocratique du Congo), un nouvel élément donne quelques raisons d'espérer.

Une ONG néerlandaise, l'African Parks Foundation (APF)*, a passé, en octobre 2005, un accord avec le gouvernement congolais. Elle prend en charge le financement et la gestion du parc, pour une durée de cinq ans. Un million d'euros sera dégagé annuellement. Les principales dépenses seront consacrées à la réorganisation et à l'équipement des gardes. Le parc est en effet sous la menace récurrente de militaires rebelles, et de trafiquants, venus du Soudan voisin, qui massacrent la faune, en particulier les rhinocéros (voir *Le Courrier de la Nature* n° 215, septembre-octobre 2004). Un plan de la dernière chance avait été proposé par des ONG internationales, début 2005, au gouvernement congolais : il s'agissait de délocaliser, dans une réserve, au Kenya, les rhinocéros restants pour les mettre à l'abri.

Les autorités de Kinshasa ont refusé ce plan, s'estimant capables, contre toute évidence, de gérer la situation. Laquelle n'a donc pas manqué de se dégrader. Une reconnaissance aérienne du parc, en août 2005, n'a permis d'apercevoir et de photographier que quatre rhinocéros (ainsi que 13 camps de braconniers). L'herbe étant haute, puisque la saison des pluies était à son optimum, d'autres rhinocéros ont pu rester invisibles. Mais l'équipe a estimé qu'au total, moins de dix individus pourraient subsister. La même équipe a relevé que la baisse de moral et de motivation des gardes, ainsi que l'insuffisance criante des ressources affectées à la lutte anti-braconnage, rendaient le sort des rhinocéros extrêmement problématique.

L'offre d'APF est ainsi venue à point nommé. La reprise en main était prévue rapidement, car en janvier 2006, début d'une nouvelle saison sèche, les opérations des braconniers devaient reprendre dans la zone.

Alain Zecchini

* L'APF a été fondée par des acteurs du monde de la conservation sud-africains. Elle se propose de gérer des parcs en Afrique, dans l'optique de les rendre viables, économiquement et écologiquement, avec la participation des communautés locales. Elle a notamment aussi reçu, en 2005, la responsabilité du parc national Omo, en Éthiopie. Ce parc est une source de graves conflits entre le gouvernement et trois groupes ethniques de pasteurs/agriculteurs, présents dans la zone, et représentant environ 38 000 personnes.

LE BARRIÈRE DE LA NATURE

